

EPREUVES COMMUNES ANTANANARIVO – 1S

SESSION DECEMBRE 2012

HISTOIRE - GÉOGRAPHIE

DURÉE DE L'ÉPREUVE : 2 heures

***Les calculatrices, téléphones cellulaires,
smartphones et tablettes ne sont pas
autorisés et doivent être éteints***

***La sortie définitive du candidat ne peut pas se faire avant
la fin de la durée totale de l'épreuve***

***Les sacs, cartables et objets personnels doivent être
déposés loin des tables, à l'avant de la salle d'examen***

Le candidat traite LES DEUX exercices proposés

(A et B)

Exercice A - Analyse d'un document en histoire

Mutations des sociétés depuis le milieu du XIX^{ème} siècle

Après avoir situé ce document dans son contexte, vous montrerez comment il rend compte des bouleversements du monde agricole depuis les années 1850.

Document. Le travail agricole dans une société industrielle.

« Après un siècle d'exode rural continu, la révolution actuelle fait diminuer le nombre des agriculteurs au rythme affolant de 160 000 par an, tant par la mort d'agriculteurs sans successeurs que par le passage de jeunes agriculteurs à d'autres professions. Les exploitants qui demeurent s'agrandissent d'autant et peuvent faire face aux exigences nouvelles de l'économie et de la technique, mais la société villageoise en est totalement bouleversée.

L'équilibre est brisé, la lente agriculture s'ébranle et se met au pas de l'industrie à laquelle elle emprunte ses sources d'énergie et ses dernières découvertes. En moins de dix ans, les rendements ont souvent plus que doublé : l'agriculteur qui se satisfaisait de quinze quintaux de blé à l'hectare et de deux mille litres de lait par lactation obtient maintenant quarante quintaux et cinq mille litres. Les machines se multiplient, le parc de tracteurs est passé en France, de 1946 à 1965, d'une vingtaine de mille à plus d'un million. Les techniques nouvelles sortent directement des techniques de laboratoires et non des lents tâtonnements d'agriculteurs progressistes. Toute la production agricole est commandée par les goûts des consommateurs et l'évolution des marchés. Au même titre que les autres secteurs de production, l'agriculture doit se soumettre au rythme de changement technique et économique de la société industrielle.

L'Occident est passé d'une société à changement lent à une société à changement rapide. »

Henri Mendras, *La Fin des paysans : changement et innovations dans les sociétés rurales françaises*, 1967.

Exercice B - Analyse de deux documents en géographie

Comprendre les territoires de proximité

En étudiant ces deux documents, montrez quels sont les acteurs et les enjeux de l'aménagement régional de l'Île-de-France.

Document 1. L'aménagement de la région capitale : un enjeu politique majeur.

Les deux premiers sont les plus proches et dans une évidente rivalité : la région Île-de-France et la Ville de Paris. Le troisième c'est l'État, avec son projet dit du Grand Paris. La région porte le seul document de planification, le SDRIF (Schéma de Développement de la Région Île-de-France) et elle assume beaucoup de compétences majeures, notamment les transports.

La Ville de Paris a initié depuis 2001 une politique de « conférence métropolitaine » qui s'efforce d'effacer des décennies d'impérialisme territorial et de faire émerger un intérêt métropolitain partagé avec la création d'un syndicat mixte Paris Métropole en 2009 ainsi que la mise en place d'intercommunalités nouvelles (Plaine Commune en Seine-Saint-Denis, Est Ensemble dans le Val-de-Marne).

L'État, lui, a repris sa place dans la question métropolitaine en lançant un Secrétariat chargé du développement de la région capitale et une Société du Grand Paris, avec un projet de nouveau métro automatique de 130 km en forme de grand huit, reliant 9 pôles économiques de la région.

Laurent Cailly, Martin Vanier, *La France, une géographie urbaine*,
Armand Colin, 2010.

Document 2. Des arguments contre le projet de Grand Paris.

Le projet Grand Paris ne répond en rien aux réels besoins des habitants d'Île-de-France. (...) Il se contente de préparer un projet pour dans vingt ans annexé sur les intérêts des quartiers d'affaire. Notre région, qui concentre les inégalités les plus fortes entre les territoires et entre ses habitants, a besoin d'un projet de transport qui désenclave et qui rééquilibre notre territoire. (...) Nous devons repenser l'Île-de-France pour agir prioritairement sur la réduction des temps de transport, en rapprochant domicile et travail. (...) Nous devons rénover et améliorer le réseau existant. (...) La garantie de l'égalité sur notre territoire passera par la mise en place d'un Pass Navigo à zone unique qui donne sur toute l'Île-de-France, les mêmes droits à toutes et tous. (...) Nous prônons également une large concertation, qui prend en compte l'expression issue des débats publics organisés sur toute l'Île-de-France. Les demandes des acteurs et de l'ensemble des franciliens doivent enfin être entendues.

D'après le site www.elus.idf.eelv.fr